

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de Bar le Duc,
14 rue Antoine DURENNE
55013 BAR LE DUC

Bar le Duc, le 2 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALTRIS ENTREPRISES FRANCE SAS

ZI DE BALEYCOURT
BP 95
55100 Verdun

Références : PaD/304-2024
Code AIOT : 0006200938

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2024 dans l'établissement VALTRIS ENTREPRISES FRANCE SAS implanté ZI DE BALEYCOURT BP 95 55100 Verdun. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite des installations exploitées par la société VALTRIS Entreprises a porté sur les mesures de maîtrise des risques et, en particulier sur la mesure prévue par les phénomènes dangereux 48 à 51 de son étude des dangers et qui concerne le transfert de méthanol et de méthylate de sodium entre l'atelier de production et leurs cuves de stockages.

L'action nationale relative aux shunts (mise en place, suivi, vérification) pour les sites Seveso Seuil Haut a été réalisée dans le cadre de cette visite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALTRIS ENTREPRISES FRANCE SAS
- ZI DE BALEYCOURT BP 95 55100 Verdun
- Code AIOT : 0006200938
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement VALTRIS est un site classé SEVESO Seuil Haut autorisé par arrêté préfectoral initial

du 5 juillet 1976, modifié et complété.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Shunt
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesure de Maîtrise des Risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III	Sans objet
2	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
3	Mesure de Maîtrise	Arrêté Ministériel du 26/05/2014,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des Risques	article 7 - point 5	
4	Présence et revue de la procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	Sans objet
5	Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet
6	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
7	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en évidence de manquement concernant les deux MMR (mesures de débit bas) ; les 4 critères (efficacité, temps de réponse, niveau de confiance et test) ne font pas l'objet d'observations particulières.

Concernant la gestion des shunts, l'exploitant dispose de procédures adaptées et les met en œuvre. Néanmoins, la procédure SHE016 mérite d'être complétée au niveau du circuit d'information du mode de fonctionnement / pilotage de l'installation en situation de shunt.

Les différents intervenants de l'usine sont informés et impliqués chacun à leur niveau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesure de Maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des MMR
Prescription contrôlée : 6. Mesures de maîtrise des risques. Document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques figurant dans l'étude de dangers. Ce document indique a minima l'identification de la mesure en référence à l'étude de dangers, son objectif, son niveau de confiance, son efficacité, son action et les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue, les critères de pérennité et, le cas échéant, les critères d'indépendance vis-à-vis des autres mesures de maîtrise des risques participant à la maîtrise du même phénomène dangereux.
Constats : L'inspection a porté sur la MMRI (détection mesure débit bas) pour les deux tuyauteries Méthanol et Méthylate de Sodium. Cette MMRI détecte un débit bas dans la tuyauterie, transmet l'information et procède à la fermeture d'une vanne de sectionnement sur cette tuyauterie. Le capteur de pression est situé en aval de la tuyauterie et la vanne en amont. <u>Efficacité :</u> le seuil d'alarme de niveau bas débit (en kg/h) indiqué dans l'étude de danger a été vérifié lors de la visite. La valeur est fixée dans le système de pilotage. <u>Temps de réponse et niveau de confiance :</u> l'ensemble de la chaîne MMR est instrumentée. Elle

<p>répond au temps de réponse fixé dans l'étude de danger (< 5 secondes)</p> <p>Le niveau de confiance retenu pour cette MMR est de 1 ce qui paraît en cohérence avec sa construction.</p> <p><u>Test</u> : Un test est réalisé annuellement. Pour sa réalisation, l'exploitant ferme une vanne manuelle, ce qui coupe l'arrivée de méthanol (ou méthylate). Dès lors, il est testé si le débit bas est détecté et si la vanne de sectionnement se ferme. L'ensemble de la ligne de la MMRI (du détecteur à l'actionneur) est ainsi testée.</p> <p>La MMRI a été mise en place en 2024 ; elle sera testée à chaque arrêt technique annuel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesure de Maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 - point 5
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des MMR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1^{er} septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1^{er} janvier 2026.</p>
<p>Constats :</p> <p>La MMR contrôlée (détection débit bas sur tuyauterie méthanol et sur tuyauterie méthylate de sodium) est à sécurité positive. En cas de coupure électrique, le transfert de produit est stoppé, car il s'agit d'une électrovanne normalement fermée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Principes généraux de prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2024, Organisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de la procédure SHE016 applicable aux travaux de maintenance des équipements. Cette procédure prévoit les mesures et actions à mettre en œuvre en cas de nécessité de shunt d'équipements de sécurité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Présence et revue de la procédure SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Procédure
Prescription contrôlée : 3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. [...]
Constats : La gestion des shunts et by pass est incluse dans le Système de Gestion de la Sécurité de la société VALTRIS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Actions nationales 2024, Procédure
Prescription contrôlée : B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.
Constats : Tout shunt d'un équipement de sécurité fait l'objet d'une procédure réécrite systématiquement pour tous travaux comportant une analyse des risques probables. L'exploitation des installations en présence de shunt fait l'objet d'une évaluation des mesures compensatoires à mettre en œuvre. Une implication de l'ensemble des intervenants (équipe procédé, équipe maintenance, chef de quart, opérateurs) est décrite dans la procédure SHE016 « Modifications temporaires : réparation et installation temporaire et le By-pass d'un système instrumenté de sécurité». L'information sur le mode de fonctionnement en situation dégradée, pour les différents intervenants, n'est toutefois pas suffisamment détaillée dans la procédure SHE016. Lors de la visite, une sonde sur une cuve d'huile était en défaut. L'inspection a consulté le chef de quart puis l'opérateur sur la connaissance de ce défaut ainsi que sur les actions de suivi renforcé à réaliser pour compenser ce défaut (qui avait été présentée en salle de réunion préalablement à la visite). Il a été constaté la bonne connaissance de ce défaut et des actions à réaliser.
Proposition de suites : L'inspection demande à l'exploitant de compléter la procédure SHE016 pour

décrire le circuit d'information du mode de fonctionnement / pilotage de l'installation en situation de shunt sous un délai de deux mois.

N° 6 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : [...]L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : -les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation -les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ; -l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; -les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; -Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques. [...]
Constats : Le jour de la visite, aucun équipement de sécurité considérée comme MMR n'était shunté. La vérification des procédures montre le respect de ces dispositions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A
Thème(s) : Actions nationales 2024, Formation du personnel et entreprises extérieures
Prescription contrôlée : A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure : <ul style="list-style-type: none">-le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;-la tenue à jour des procédures ;-le test des procédures incident/ accident ;-la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces actions sont tracées.
Constats : La mise en shunt de tout équipement de sécurité est systématiquement réalisée par le service maintenance qui dispose des compétences nécessaires. Les shunts sont intégrés dans le logiciel interne de suivi des actions qui documente le déroulement de la procédure. Ce logiciel transmet les informations aux différents services concernés.
Type de suites proposées : Sans suite